

Christophe Dolbeau

**Le
panserbisme
cancer
yougoslave**

**Le drame des peuples
non-serbes, victimes
de la politique
impérialiste serbe**

Seconde édition

Zagreb
1992

Table des matières

7

Avant-propos

11

Le Panserbisme

14

Les prémices d'une vilaine illusion

17

**La chimère devient cauchemar:
meurtre au Konak et premières conquêtes**

21

Grande guerre et Grande Serbie

26

Serbie «Über Alles»

29

Vieille Serbie, Serbie du sud et Montenegro

35

La mise au pas des Croates

43

1941–1945 un contentieux qui s'alourdit

50

La Yougoslavie Titiste: un panserbisme marxiste

55

Vers une solution européenne

62

Bibliographie

Avant-propos

Que se passe-t-il en Yougoslavie? Au moment où l'Europe entière s'unifie, édifie la démocratie et la liberté après l'effondrement du régime dictatorial communiste des pays de l'Est européen, en Yougoslavie, les actes de violences et de terrorisme se multiplient contre la population albanaise, majoritaire au Kosovo, et contre la jeune démocratie croate.

Au Kosovo, la violation des droits de l'Homme, individuels et collectifs, dont est victime la population albanaise n'a d'équivalent que dans les régimes tortionnaires de ségrégation ethnique. Les autorités serbes confisquent les droits nationaux, politiques et sociaux des Albanais, les licencient (plus de 40 000 jusqu'à fin 1990), suppriment les journaux, la radio et la télévision en langue albanaise; les médecins et le personnel médical sont chassés des hôpitaux, des empoisonnements massifs d'enfants albanais ont lieu dans les écoles; le pouvoir et la violence de la police serbe n'ont plus de bornes: des expéditions policières punitives font irruption dans les villages albanais et molestent une population innocente dans ses foyers.

Les violences du pouvoir ont atteint leur paroxysme avec l'assassinat d'Albanais. Alors qu'aucun Serbe n'a été tué, les autorités serbes sont responsables de l'assassinat d'une soixantaine d'Albanais au cours des

T

S

O

M

7

derniers mois. Les prisons sont pleines au Kosovo et en Serbie. L'opinion internationale a pris la défense d'un peuple opprimé. Les commissions internationales de défense des droits de l'homme se rendent au Kosovo, le Parlement Européen a voté récemment une quatrième résolution condamnant la violation des droits de l'Homme au Kosovo, mais la répression se poursuit.

Dans les six républiques de la Yougoslavie, et pour la première fois depuis 1918, des élections libres ont maintenant eu lieu. En Croatie, en Slovénie et en Bosnie-Herzégovine, cette consultation a précédé ou accompagné une démocratisation qui n'est pas du goût du pouvoir central de Belgrade et des hégémonistes grands-serbes. D'ailleurs, en Serbie comme au Monténégro, l'électorat serbe s'est singularisé en plébiscitant des candidats communistes, tous partisans d'une Yougoslavie autoritaire et centralisée. Une fois de plus, la Serbie se met ainsi en marge de l'Europe... Dans le même temps, en Croatie, au cours des derniers mois, les nationalistes et irrédentistes serbes, soutenus par une campagne de désinformation anti-croate orchestrée à Belgrade, ont commis des actes de terrorisme (blocus des voies de communication entre le sud et le nord de la Croatie, minage des routes et des voies ferrées, plusieurs fois dynamitées). En dépit du sang-froid et de la modération dont font preuve les autorités républicaines, cette subversion préméditée a pour but de provoquer une guerre civile dans laquelle s'enlèveraient la Croatie et la Slovénie, mais aussi de renverser leur régime démocratique. L'opinion publique en France est mal ou nullement informée de ces événements qui pourraient menacer la paix sur le continent européen. Certains médias se font manipuler par des campagnes de désinformation en provenance de Bel-

grade, semant la propagande anti-croate et justifiant la politique de répression au Kosovo. A l'origine des problèmes interethniques et politiques en Yougoslavie il y a le nationalisme hégémonique serbe, qui a toujours aspiré, depuis 1918, à transformer la Yougoslavie multinationale en une Grande Serbie, en un Etat dominé par le pouvoir serbe. L'absence de scrupule résume les méthodes utilisées par la subversion: calomnies et mensonges colportés par la presse en Serbie au service du pouvoir, contre les démocraties slovène et croate, violations flagrantes des droits de l'homme, actions terroristes.

Dans cet exposé, Monsieur Christophe Dolbeau, connaissant la situation en Yougoslavie, en particulier les violences commises contre les Croates, nous donne les principaux éléments d'un problème complexe, contemporain mais aux racines bien anciennes.

Nous espérons que le lecteur français, si peu informé des événements qui se déroulent en Yougoslavie, de leurs causes, de leurs conséquences et de leur actualité dramatique, pourra mieux les comprendre grâce à cet exposé; et contribuer à la défense des droits humains et nationaux, violés depuis des siècles et particulièrement au cours des dernières décennies de façon si flagrante dans le sud-est de l'Europe.

Théodore VYNAUT

Le Panserbisme

*Quos vult Jupiter perdere,
dementat prius...*
*(Ceux que Jupiter veut perdre,
il commence par leur ôter la raison)*
Euridipe

Le peuple serbe est fou, et ce n'est pas un quelconque nostalgique oustachi qui l'affirme, ni même l'un de ces farouches Albanais, mais bien le nouveau chef charismatique des Serbes de Croatie, Jovan Raskovic, psychiatre de son état.¹ D'emblée, ce diagnostic peut paraître exagérément sévère, mais au vu de la véritable paranoïa qui s'est emparée de la communauté serbe depuis le mois de mai dernier, l'observateur attentif ne peut manquer de lui trouver une certaine justesse. Une fois de plus, l'irrationnel fait irruption dans cette région des Balkans, avec le risque d'y déchaîner les pires cataclysmes. Et à l'origine de cette psychose collective, on trouve une fois encore, la difficulté intrinsèque du peuple serbe à concevoir la cohabitation avec ses voisins autrement qu'en termes de domination...

Confortablement élu en avril-mai, à l'issue des premières vraies élections de l'après-guerre, c'est le gouvernement de l'ex-général Tudjman qui fait les frais de cette crise. Il s'agit pourtant d'un gouvernement de centre-droit dont la personnalité du président et la

¹ Déclaration à la presse, le 31 juillet 1990

jeunesse de la plupart des ministres ne devraient permettre aucun amalgame avec le passé parfois controversé du nationalisme croate. Mais qu'à cela ne tienne. Un instant désarçonnée et incontestablement traumatisée par l'écrasante victoire des patriotes croates, la minorité serbe (11% de la population de la République) s'est vite auto-convaincue qu'elle courait un grand danger, tandis que ses porte-parole s'efforçaient de déstabiliser le pays à grand renfort de menaces à peine voilées. Il est vrai que les nouvelles autorités croates, pleinement soutenues par le Parlement de Zagreb (le Sabor), ont entrepris de restaurer la souveraineté de leur nation sur ses terres: le blason traditionnel (un damier de vingt-cinq carrés rouge et blanc) a repris sa place au milieu du drapeau national et sur les casquettes des fonctionnaires, et douze amendements sont venus corriger les aberrations les plus criantes de l'ancienne Constitution communiste. Par ailleurs, la Croatie a fait connaître son souhait de voir la Yougoslavie se transformer en une confédération d'Etats souverains. Il n'en fallait pas plus pour que les Serbes s'insurgent contre un processus qui, sans les mettre le moins du monde en péril, n'en met pas moins un terme définitif au statut privilégié dont ils ont joui depuis 1918, en Croatie comme partout ailleurs en Yougoslavie.

Durant tout l'été de 1990, cette crise n'a fait qu'empirer, constamment alimentée par les articles les plus enflammés et les interventions les plus délirantes d'un quarteron de parlementaires irresponsables. Renouant clairement avec les fantasmes les plus agressifs de la nation serbe, certains ultras ont même officiellement ressuscité le mouvement tchetnik,² tandis que d'autres

2 Mouvement royaliste serbe dont les membres ont commis de nombreuses atrocités en Croatie durant la II^{ème} guerre mondiale.

exigeaient tout bonnement l'autonomie politique immédiate des communes croates où la population est majoritairement serbe. Tout cela nom de la Grande Serbie.³ Dans quelques villes et villages croates à majorité serbe, des incidents ont opposé la population aux forces de l'ordre, dans le but avoué d'amener une armée encore largement dominée par son élément serbe à intervenir et à interrompre par la force le processus d'émancipation croate. Comme l'a dit le Dr Raskovic, pourtant largement impliqué dans la dégradation de la situation, ceci est bel et bien fou. Toutes ces manoeuvres de déstabilisation n'ont en effet d'autre origine que le complexe de supériorité quasi maladif d'une large fraction du peuple serbe, fraction hélas majoritaire, qui se croit investie de la mission de gouverner les Balkans et tend à interpréter toute résistance à son hégémonie comme une menace mortelle. Cette affection porte un nom, le panserbisme: c'est un véritable cancer dont les métastases n'ont cessé d'empoisonner la péninsule balkanique depuis 150 ans. Aujourd'hui spécialement virulent en Croatie et au Kosovo, il a autrefois frappé en Macédoine, en Albanie ou au Monténégro, laissant inmanquablement derrière lui un tel sillage de malheur, de désolation et de rancœur qu'il serait vain de chercher ailleurs la cause de l'échec yougoslave.

3 Assez dispersées, ces communes se trouvent en Dalmatie (Knin, Donji Lapac, Gracac, Benkovac, Obrovac), au sud de Zagreb (Glina, Vojnic, Vrginmost) et en Slavonie (Darugar).

Les prémices d'une vilaine illusion

Les racines de l'hégémonisme serbe — les Nemanjic, Dusan, Rajic et Garasanin

RESUME. L'hégémonisme plonge ses racines dans certains épisodes du Moyen Âge et il se réfère plus particulièrement à trois souverains, Stefan Nemanja, Stefan Prvovencani et Stefan Dusan dont les règnes ont coïncidé avec les premières tentatives d'expansion territoriale du peuple serbe. C'est également à cette époque lointaine que l'Eglise Orthodoxe achève de s'identifier totalement à l'Etat Serbe dont tous les combats seront désormais indissociables du prosélytisme religieux. C'est d'ailleurs un ecclésiastique, Jovan Rajic, qui relance, au XVIII^{ème} siècle, l'idée d'un grand royaume serbe englobant tous les Slaves du sud, un projet chimérique auquel le ministre Garasanin donnera, en 1844, sa forme moderne et que matérialiseront les traités de 1918-1919.

T

S

O

W

14

Cette vision «impériale» de l'intelligentsia serbe n'est pas sortie du néant, elle se réfère volontiers à une tradition que ses partisans font remonter à trois grands souverains médiévaux, Stefan Nemanja, Stefan Prvovencani et Stefan Dusan. Monarque du XII^{ème} siècle, le premier a tenté de s'affranchir de la tutelle byzantine en élargissant son petit royaume de Zeta (Monténégro) grâce à la brève conquête de la Macédoine. Retiré au Mont Athos, son projet d'affirmation nationale sera concrétisé par son fils et héritier, Stefan Prvovencani, qui, pour la première fois, prend le titre de «Roi de Serbie» avec la bénédiction du pape Hono-

rius III. L'un des principaux artisans de ce sacre⁴ a été l'un des frères du roi, l'évêque Sava, dont la doctrine théocratique va désormais constituer l'axe fondamental de la monarchie serbe. «Pour Sava, écrit l'historien De Vos,⁵ la vie politique doit s'identifier à la vie religieuse; les questions dynastiques et les questions religieuses ne peuvent être séparées. L'Eglise Serbe devient le plus solide défenseur de l'Etat des Nemanja; le nationalisme religieux se transforme en nationalisme politique. Le clergé soutient les intérêts de la nation serbe, mais de cette seule et unique nation».

Cette composante mystique du nationalisme serbe sera encore renforcée au XIV^{ème} siècle par un troisième souverain, Stefan Dusan, «Serborum et Graecorum Imperator», dont le fameux Code (le «Zakonik») consacre l'omnipotence de l'Eglise Orthodoxe Serbe et condamne sans appel toutes les hérésies, dont le Catholicisme. Soit dit en passant, cette intransigeance n'empêche pas Dusan de rechercher l'alliance du Pape Innocent VI dont le concours ou la neutralité peuvent s'avérer utiles: le monarque serbe se trouve, en effet, à la tête d'un vaste territoire dont la frontière méridionale atteint le Mont Athos et la Mesta, et qui comprend l'Albanie, l'Epire et la Macédoine.

Ce n'est bien sûr pas un hasard si les extrémistes serbes en reviennent toujours à ces épisodes du Moyen Âge lorsqu'ils veulent justifier leurs entreprises: on y trouve déjà tous les ingrédients du panserbisme

4 «...certains écrivains serbes et russes ont imaginé deux cérémonies, l'une accomplie par le légat du Pape avec la couronne envoyée par le Pape, et l'autre par Saint Sava avec une couronne apportée de Nicée, alors que les écrits de l'époque ne font mention ni d'une deuxième cérémonie, ni d'une deuxième couronne» — Francis Dvornik, «Les Slaves», Editions Seuil, Paris 1970, p. 409.

5 «Histoire de la Yougoslavie», PUF 1965, p. 36

moderne, avec l'affirmation d'une personnalité nationale très exclusive, de claires ambitions impériales et une forte imprégnation religieuse. Profondément ancrés dans l'inconscient collectif des Serbes auxquels ils ont sans doute permis de résister victorieusement à l'oppression turque, ces éléments ont ressurgi plus tard, aiguisés par quatre siècles de frustration et par les succès remportés contre l'Ottoman. Durant la phase cruciale de la reconquête, ils ont indubitablement concouru à souder la nation derrière ses chefs et stimulé sa combativité, ce qui n'est pas négatif; en revanche, ils vont rendre extrêmement difficile la construction d'un Etat stable et pacifique, et ne seront pas étrangers aux sanglantes turbulences de la Serbie du XIX^{ème} siècle. Au plan intérieur d'abord, avec la lutte à mort que vont se livrer deux dynasties rivales, les Karadjordjevic et les Obrenovic, dont l'histoire n'est qu'une longue suite de meurtres, de trahisons et de forfaits en tous genres. Au plan extérieur ensuite, avec des immixtions de plus en plus fréquentes dans les affaires des Etats voisins, au nom de la solidarité slave bien sûr: en Voïvodine (1848), en Bosnie (1875) et en Bulgarie (1885) notamment. Dès 1844, le ministre Garasanin a d'ailleurs élaboré (dans le plus grand secret) un plan de politique étrangère, le «Nacertanije», qui reprend une idée lancée cinquante ans plus tôt par le pape Jovan Rajic et vise à instaurer par tous les moyens une sorte d'empire serbe qui engloberait la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et le Kosovo, mais aussi la Bosnie, la Croatie et la Slovénie.

C'est la plus grande chimère qui soit, mais elle est d'autant plus dangereuse qu'elle est de celles qui flattent les peuples ambitieux et guerriers, et les conduisent aux pires errements, ce qui ne manquera pas d'arriver au peuple serbe dont, malheureusement, elle hante encore l'imagination.

T

S

O

M

La chimere devient cauchemar: meurtre au Konak et premières conquêtes

L'assassinat du roi Alexandre Obrenovic — la campagne de Macédoine et celle d'Albanie

RESUME. Agressivité et violence sont exacerbées par les perspectives impériales offertes au peuple serbe qui sombre dès lors dans un bellicisme latent. Les Turcs et les Bulgares sont les premiers à en faire les frais, puis les Austro-Hongrois dont Belgrade revendique les marches de Bosnie-Herzégovine. La violence arbitre aussi les querelles dynastiques de la monarchie serbe comme l'illustre, en 1903, le barbare assassinat du roi Milan et de son épouse. En 1912 et 1913, l'armée serbe entre en Albanie où elle sème la terreur, puis elle s'empare de la Macédoine où elle instaure fermement la Lex Serbica.

Galvanisée par une telle perspective, l'immense majorité de la classe dirigeante et du peuple serbes plonge tête baissée dans le panserbisme et donc, à plus ou moins long terme, dans la guerre. Agrandie, mais trop modestement, par les traités de San Stefano et de Berlin, suite à quelques escarmouches avec les Turcs, la Serbie s'attaque à la Bulgarie et se fait battre, puis elle pousse sa politique d'expansion territoriale vers le Sandjak, le Kosmet et l'Albanie, tout en entretenant l'agitation en Bosnie-Herzégovine.

T

S

O

W

17

Dans le même temps à Belgrade, la querelle dynastique vire une fois de plus à la tragédie sanglante: dans la nuit du 28 au 29 mai 1903, un groupe de conjurés favorables à Pierre Karadjordjevic s'introduit dans le palais royal, le Konak, et y assassine le roi Alexandre Obrenovic et la reine Draga d'une façon particulièrement bestiale. Le commandant Borivoj Lazarevic, du IXème régiment d'infanterie, a raconté le massacre dans son livre «Les assassins du peuple serbe» (p. 62-63):

«Les assassins criaient 'Vive Karadjordjevic' en criblant de coups le roi et la reine. Un misérable, avec son sabre, coupe une oreille au roi! Un deuxième lui crève un oeil! Un troisième le frappe à coups de sabre au visage. Un autre lui coupe un doigt orné d'une bague enrichie de pierres précieuses!!! Un autre groupe avait 'entrepris' la reine qui fut encore plus féroce ment mutilée. Ils lui crevèrent les yeux, et avec leurs sabres, ils lui lardèrent les seins, le ventre, les pieds, les mains et l'un d'eux lui planta son arme dans la région pubienne!! Le roi était encore vivant lorsqu'on le jeta par la fenêtre, car il se cramponnait au rideau de la main gauche, et dans ses efforts, le déchira! J'ai vu de mes propres yeux le roi tomber sur le pavé. De ma vie, je n'oublierai ce tableau. La reine Draga suivit le même chemin. Leurs cadavres à tous deux furent ensuite criblés de balles».

Ajoutons, pour compléter ce sordide tableau, que le chef du commando, le capitaine Dimitrijevic-Apis, a violé la reine avant de l'étripper et d'exhiber dans tout Belgrade quelques fragments d'entrailles embrochés sur son sabre. Cet Apis deviendra chef des services secrets, tandis que son jeune complice, le lieutenant Zivkovic, fera un ministre très présentable...

A la conquête de l'Albanie et de la Macédoine

Lorsque la Turquie, acculée par un ultimatum, déclenche la première guerre balkanique (octobre 1912), les troupes serbes s'emparent de la moitié de la Macédoine et foncent vers Durres (Durazzo) afin de s'assurer le débouché adriatique auquel elles aspirent depuis toujours. Contraints d'abandonner l'Albanie sous la pression italienne, les Serbes vont s'accrocher à la Macédoine, dont une seconde guerre balkanique (1913) va enfin leur assurer la pleine possession. Pour les dirigeants de Belgrade, ce n'est qu'une première étape, ce que Pasic confirme au sortir de la Conférence de Bucarest: «Le premier round est gagné, déclare-t-il au Grec Politis, maintenant il faut préparer le second contre l'Autriche».⁶ Quand aux campagnes militaires, elles ont confirmé l'immense mépris des Serbes pour les Albanais. «Les Albanais d'aujourd'hui, affirme Paul Orlovitch,⁷ non seulement sont dépourvus de toute culture, mais ne montrent aucun désir de se modeler sur les peuples cultivés. Leurs habitudes et leurs coutumes, transmises de génération en génération, sentent en tout le Moyen Âge; ils sont morcelés en une infinité de tribus pour la plupart en état d'hostilité entre elles. Sauvages de nature et indomptés, ils préfèrent trancher leurs différends d'après les usages de la vendetta et refusent nettement de se soumettre aux décisions des tribunaux réguliers.»

Un constat que reprend l'écrivain Yakchitch: «L'histoire entière de l'Albanie est dominée par ce simple fait

6 «Le Crapouillot» (Histoire de la guerre, vol. 1), 1932 p. 62

7 «La question de la Vieille Serbie», Hachette, Paris 1903, p. 19. Il est piquant de noter que cette remarque est faite l'année même du massacre de Belgrade...

que l'Albanie est avant tout un homme de proie, ne vivant que pour le butin et ne voulant vivre que du butin. L'Albanie n'a jamais été que la juxtaposition d'un certain nombre de bandes guerrières ou de petites armées, ayant chacune son chef héréditaire ou élu, indigène ou étranger, et sa ville de garnison, pour ainsi dire, en pays hérité ou en pays conquis, toujours en pays exploité».⁸

De là à penser qu'il s'agit d'un peuple à éliminer, il n'y a qu'un pas que l'état-major n'hésite pas à franchir. «Moins il restera d'Albanais et de Turcs, disait-il aux officiers en 1878, et plus sera grand le service que vous aurez rendu à la patrie», une instruction que la troupe n'a pas oubliée si l'on en croit le bilan que dresse de son passage le «Boston Daily Globe» du 8 novembre 1915:

«Les envahisseurs (serbes) détruisent 300 villages et 35.000 habitations, laissant sans asile 300.000 âmes. Vingt mille femmes et enfants furent fusillés ou tués à coups de baïonnettes par les Serbes et les Monténégrins».⁹

La guerre n'a pas épargné non plus les populations macédoniennes, dont les souffrances terribles seront révélées par la Fondation Carnegie; une commission d'enquête constituée à son initiative (présidée par le sénateur français Baron d'Estournelles de Constant) publiera ultérieurement un rapport accablant.

8 «La question albanaise», Hachette, Paris 1913, p. 38

9 cf. «Les atrocités serbes», M. D. Skopiansky, Librairie centrale des nationalités, Lausanne 1919, p. 119

Grande guerre et Grande Serbie

La subversion en Bosnie — Les ambitions de Nikola Pasic — L'attentat de Sarajevo — L'équivoque de Corfou — Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

RESUME. L'annexion réussie de la Macédoine permet au gouvernement serbe de se tourner vers la Bosnie-Herzégovine où le ministre Nikola Pasic dépêche ses agitateurs. Leur travail subversif se conclut, le 28 juin 1914, par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et le déclenchement de la guerre mondiale. Alliée à la France et au Royaume-Uni, la Serbie combat courageusement, ce qui permet au leader serbe d'imposer petit à petit son projet «yougoslave». En dépit des réserves, voire de la franche hostilité, d'une grande partie des populations concernées (essentiellement les Croates et les Slovènes), ce projet grand-serbe se concrétisera, le 1er décembre 1918, par la création du «Royaume des Serbes, Croates et Slovènes» sur lequel règnera Alexandre Karadjordjevic.

Satisfait de ses conquêtes méridionales, l'establishment serbe, la «Carsija», peut désormais se consacrer entièrement à son ennemi du nord, l'Autriche-Hongrie. Activées par le tristement célèbre Dimitrijevic-Äpis, ou même directement par le palais royal, toutes sortes de sociétés secrètes (L'Union ou la Mort, Jeune Bosnie, Main Noire, Main Blanche) s'emploient d'ailleurs à déstabiliser la Bosnie-Herzégovine en y multipliant les attentats anti-autrichiens. Véritable cerveau de l'opération, Nikola Pasic ne cache même plus ses ambitions: à preuve, le petit discours

T

S

O

W

21

qu'il adresse en janvier 1914 au tsar, auquel il est venu demander la main d'une de ses filles pour Alexandre Karadjordjevic, prince héritier de Serbie. «S'il nous était réservé, dit-il, d'avoir pour reine une fille de l'empereur de Russie, elle jouira de la sympathie du peuple serbe tout entier et elle pourra devenir, si Dieu et les circonstances le permettent, la tsarine de tous les Slaves du sud. Son influence et son éclat s'étendront sur toute la péninsule des Balkans».¹⁰

Dans ce contexte, lorsque claquent les coups de revolver de Sarajevo (28 juin 1914), nul n'est besoin de chercher ailleurs qu'à Belgrade les inspirateurs du complot. Les projets de l'archiduc François-Ferdinand en faveur des Slaves de l'empire en faisaient une cible prioritaire des milieux panserbes,¹¹ auxquels les suspects arrêtés ne font pas mystère d'appartenir. Dès le début, l'enquête conduit d'ailleurs aux services secrets serbes, et même au prince Alexandre, que le terroriste Gabrinovic aurait personnellement rencontré. Dans ces conditions, Pasic ne peut que refuser les demandes d'investigation que lui adressent les Autrichiens (23 juillet): «Si nous acceptons cette enquête, confie-t-il à son beau-fils, ils nous prendront la main dans le sac». La suite est connue, c'est une fois encore la guerre, soit une situation qui a jusque là relativement bien servi la Serbie, et dont elle va à nouveau tirer de substantiels bénéfices, au prix, il est vrai, de huit millions de morts et vingt millions de blessés européens.

10 «Le Crapouillot» (Histoire de la guerre, vol. 1), 1932, p. 62

11 François-Ferdinand ne cachait pas être favorable au «trialisme», une option qui aurait pleinement associé les Croates à l'Autriche et à la Hongrie. En 1909, il déclarait au comte de Bombelles: «Dites aux Croates de persévérer dans leur loyauté traditionnelle envers l'Etat. Lorsque j'accéderai au trône, je réparerai toutes les injustices» — cf. «The Jugo-Slav movement in Austria-Hungary during the war», Editions Grasset, Paris 1919, p. 6.

La fraude paie

Les opérations militaires, si elles ne tournent pas toutes, loin de là, à l'avantage de l'armée serbe, démontrent sa grande vaillance au combat et son exceptionnelle résistance.¹² Point n'est besoin de s'y attarder: de la bataille du Roudnik à celle du Vardar, en passant par la défense de Belgrade ou la retraite du Cakor, les généraux Sarrail, Franchet d'Esperey et Guillaumat en ont abondamment témoigné. Parallèlement à ces péri-péties guerrières, il y a aussi et surtout un front politico-diplomatique sur lequel Nikola Pasic se démène fort habilement, parvenant à force de ruses et de fausses concessions à convaincre les Alliés¹³ de la pureté de son idéal «yougoslave», tout en circonvenant un certain nombre d'émigrés croates et slovènes. À ces derniers, il fait bien sûr miroiter les avantages d'un grand Etat fédéral et démocratique des Slaves du sud, tandis que simultanément, et pour juste récompense de leurs sacrifices, il promet à ses compatriotes la Grande Serbie dont ils rêvent depuis si longtemps.

Globalement, ce double langage fait merveille, même si quelques voix discordantes s'élèvent parfois, comme celles du Croate Frano Supilo et du Serbe Kamenarovic,¹⁴ qui démissionnent du Comité Yougoslave.

12 Elles témoignent aussi d'une certaine sauvagerie qu'illustre ce télégramme du comte Berchtold à ses missions diplomatiques en pays neutres: «...Près Chabatz en Serbie, à plusieurs reprises soldats tués austro-hongrois ont été retrouvés mutilés par Serbes. Ainsi: un lieutenant éventré avec épi de maïs enfoncé dans abdomen; un soldat yeux percés dans lesquels boutons d'uniforme introduits; un soldat accroché à un arbre sans tête ni bras...» — cf. Skopiansky, op. cité, p. 194.

13 Il tentera tout de même de les tromper en envoyant des émissaires en Suisse pour entamer des négociations avec Charles Ier auquel il offrit la tête de Dimitrijevic-Apis, fusillé le 13 juin 1916.

14 Auteur d'une brochure hostile au grand-serbisme, «Un compte-rendu», Imprimerie Lang, Blanchong et Cie, Paris 1918.

Citons aussi «Radnicke Novine», organe des socialistes serbes, qui se moque ouvertement des ambitions impériales de son gouvernement: «En ces jours où nous créons la Grande Serbie, écrit-il en juin 1915, nous ne devons perdre de vue aucun des territoires sur lesquels nous avons des droits soit historiques soit ethnographiques. Pour la Macédoine, l'Albanie et les trois quarts de la Bulgarie, cela est déjà prouvé: tout y est serbe, seule la distraction balkanique a pu donner à ces terres purement serbes des noms étrangers n'ayant rien de commun avec elles. Qu' à cela ne tienne, nous avons encore beaucoup à demander: pour quelle raison, par exemple, Salonique ne serait pas serbe? Notre Doïtchin malade n'y fut-il pas alité quelques temps? Pourquoi Sérès ne serait-elle pas à nous? Douchan n'eut-il pas sous ses murs une dysenterie mémorable? Ne pouvons-nous pas de même revendiquer une partie de l'Asie Mineure? Les Serbes n'ont-ils pas versé leur sang pour aider Bayazid contre Tamerlan? Que vous en dirait de la Californie, n'a-t-elle pas tant et tant de villes serbes?»...¹⁵

Ces réticences demeurent cependant trop marginales pour gêner sérieusement Pasic et ses acolytes, bien décidés à empocher les dividendes de la victoire. Lorsque celle-ci intervient, le 11 novembre 1918, leur potentiel militaire conjugué au ferme soutien de l'allié français leur assure à priori un rôle décisif dans les négociations qui s'engagent autour du démembrement de l'Autriche-Hongrie. En fait, à leurs interlocuteurs croates et slovènes qui appartiennent au camp des vaincus, ils ne laisseront d'autre choix que l'union yougoslave telle qu'elle a été définie à Corfou, c'est à dire à prédominance serbe et sous le sceptre des

Karadjordjevic. Le 1er décembre 1918, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est solennellement proclamé: la Grande Serbie vient de naître.

Serbie «Über Alles»

La supériorité raciale des Serbes — Yougoslavie et Serbie sont synonymes

RESUME. L'immense orgueil racial des dirigeants serbes du royaume explose sans aucune retenue: «robustes, sains, intelligents, spirituels» comme le dit Zivko Petkovic, leur suffisance et leur cupidité débouchent sur l'exploitation la plus éhontée des nouvelles provinces. C'est l'ère de la serbisation à outrance.

Pour bien comprendre l'état d'esprit dans lequel sont les Serbes à l'heure de leur triomphe, il suffit de feuilleter un opuscule intitulé «Ce que fera la Serbie», publié en 1918, à Aix-en-Provence,¹⁶ par un certain Zivko D. Petkovic. On y apprend que «la nation serbe est douée de qualités très distinguées, qu'elle est robuste et saine, intelligente, spirituelle, laborieuse, assez religieuse, probe, polie et, avant tout, très humaine, très débonnaire et toujours reconnaissante» (p. 30-31). L'auteur nous explique ensuite (p. 43) que le nom de Serbe rayonne partout puisqu'on le rencontre dans l'étymologie de Straubing (Allemagne), Serbal (dans le Sinai), Sirbonis (Vielle Egypte), Seriphos (Grèce), et même Sherbro (Sierra Leone) ou encore Serbannes et Servan (France)! Les Serbes, enchaînent-il, sont «bons marcheurs, bons tireurs, bons cavaliers, excellents nageurs» (p. 56); «leur écriture est

16 Imprimerie et Librairie Makaire, Aix 1918 (préfaces de J. Payot, recteur de l'université d'Aix-en-Provence, et du Dr Reiss, professeur à Lausanne).

phonétique et peut être classée parmi les plus perfectionnées du monde» (p. 60); «ils croient aux vampires et à la métempsychose» (p. 91-92) mais «l'ivrognerie est presque inconnue chez eux» (p. 56). Et de ce portrait où il a toutefois omis la modestie, il tire logiquement la conclusion suivante: «Il est facile de comprendre pourquoi nos frères d'Autriche¹⁷ et de Bulgarie désirent vivre sous la domination serbe» (p. 148)!

Cette immense présomption collective ne vas certainement pas favoriser la symbiose entre «frères slaves», d'autant que les méthodes de l'administration serbe sont pour le moins expéditives. Des incidents ne tardent pas à éclater, et dès le 5 décembre 1918, les soldats serbes abattent treize personnes et en blessent dix-sept autres sur une place de Zagreb. Comme l'écrit Henri Pozzi:¹⁸ «Les dirigeants de Belgrade, et Pachitch tout le premier, n'avaient vu, en effet, dans les acquisitions territoriales de la Serbie (...) qu'une occasion unique de vastes et immédiats profits personnels, de gabegies et de pillages, de sinécures et de prébendes pour leurs parents, créatures et amis. Pour eux, les Croates, tout comme les Macédoniens ou les Germano-Hongrois du Banat, n'étaient pas des frères retrouvés, des associés à droits égaux, mais uniquement des sujets taillables et corvéables à merci, des inférieurs qu'il s'agissait d'exploiter, de commander et de 'serbiser' de gré ou de force». Au fond, la duperie de Corfou n'a pas résisté plus de quelques semaines, et ses défenseurs ne prennent même plus la peine d'entretenir la fiction. «...Il est essentiel, déclare par exemple le député Smodlaka (11 mars 1919), de bien retenir ceci: que les termes yougoslave et serbe ne désignent

17 Il s'agit des Slovènes de Carinthie et des Croates du Burgenland.

18 «La guerre revient», Edition Paul Berger, Paris 1933, p. 21.

absolument pas des Etats ou des peuples différents, mais qu'ils sont employés comme synonymes». ¹⁹

«Serbiser», c'est à dire exproprier ou assimiler, devient donc l'objectif majeur des nouvelles autorités qui retrouvent vite les vieux réflexes «byzantins» acquis sous l'occupation turque ou durant les guerres balkaniques. Nous quittons dès lors le terrain politique pour entrer dans celui du terrorisme d'Etat et du contre-terrorisme, un cycle infernal dont la Yougoslavie n'est plus jamais sortie.

¹⁹ «Les revendications territoriales yougoslaves», Editions Lang, Blanchong et Cie, Paris 1919, p. 5.

Vieille Serbie, Serbie du sud et Montenegro

La guerre aux Arnaoutes — La «pacification» de la Macédoine — Les méthodes du préfet Lazic — L'annexion du Monténégro

RESUME. Farouchement attachés à la possession du Kosovo dont les habitants de souche albanaise leur paraissent affligés des tares les plus abjectes, les Serbes entreprennent de les déloger par tous les moyens. En 1937, le professeur Cubrilovic va même jusqu' à soumettre au gouvernement un plan détaillé de persécutions visant à «expulser les Arnaoutes»: Hitler et Staline sont ses modèles. Dans le même temps, les autorités tentent de «pacifier» la Macédoine où le journaliste Henri Pozzi observe en direct le sadisme du préfet Lazic. Au Monténégro, enfin, l'annexion prend un caractère définitif avec l'élimination 'manu militari' des derniers partisans du vieux roi Nicolas.

Territoire sacré, en souvenir de la terrible défaite qu' y subit en 1389 le despote Lazare (Kosovo polje), le Kosmet ou Kosovo-Metohija est une région à forte population albanaise où les Serbes tiennent plus que tout à assurer leur domination. Frustrés de leur débouché sur l'Adriatique par l'indépendance des Albanais, ils vouent d'ailleurs à ce peuple une vindicte têtue. «On ne peut rien dire de positif sur l'origine de ce peuple, écrit M. Petkovic.²⁰ On sait seulement qu'il vit aujourd'hui dans les rochers de son pays natal, mais on

20 «Ce que fera la Serbie», Imprimerie et Librairie Makaire, Aix 1918, p. 128

ignore qui il est et d'où il vient. (...) Quoi qu'il en soit, on peut dire sans aucune exagération (!) que le plus beau temps de ces tribus albanaises, qui certainement ne forment pas une nation, est celui de la domination serbe dans leur pays. (...) Aujourd'hui, après la domination turque, on les considère comme les gens les plus sauvages».

Confiscation des terres, expulsions et colonisation musclée, toute la gamme répressive est mise en oeuvre contre ces Albanais dont la prolifération démographique «menacerait» l'unité de la Vieille Serbie. Rien n'y fait, et le 7 mars 1937, le professeur Vaso Cubrilovic se permet donc de soumettre au gouvernement Stojadinovic un nouveau plan drastique pour «l'expulsion des Arnaoutes». L'auteur de ce mémoire explosif n'est autre que l'un des pistoleros de Sarajevo que la Serbie victorieuse s'est hâtée de libérer, avant d'en faire un universitaire respecté puis un ministre et plus tard un académicien.²¹ Le cynisme de ce héros du panserbisme est tout à fait édifiant, comme en témoignent ces quelques extraits de son rapport:

«Quand l'Allemagne peut expulser des dizaines de milliers de juifs et que la Russie transplante des millions d'hommes, (...) le transfert de quelques centaines de milliers d'Albanais ne fera pas éclater une guerre mondiale. (...)

Un autre moyen serait la contrainte exercée par l'appareil d'Etat. Celui-ci doit exploiter les lois à fond, de manière à rendre aux Albanais le séjour insupportable chez nous: amendes, emprisonnements, application rigoureuse de toutes les dispositions de police, condamnation de toute contrebande, des déboisements,

²¹ Il est décédé en 1990, en pleine campagne anti-albanaise.

des dommages causés dans l'agriculture, des contraventions à l'obligation de garder les chiens attachés (...); la reprise de tous les pâturages de l'Etat et des communes, (...) le retrait des licences d'exercice des métiers, la destitution des fonctionnaires d'Etat, des employés privés et municipaux, etc., tout cela accélèrera le processus de transfert. (...) Les Albanais sont très sensibles en matière de religion, aussi faut-il bien les toucher également sur ce point. On y parviendra en persécutant les prêtres, en dévastant les cimetières (...). Finalement, on pourrait même fomenter des troubles locaux qui seront réprimés dans le sang et par les moyens les plus efficaces (...). Il reste encore un moyen que la Serbie a employé de manière très pratique après 1878, et qui consiste à mettre le feu furtivement à des villages et à des quartiers de villes albanaises...». On comprend à la lecture de ce bref florilège pourquoi les Albanais du Kosmet ne montrèrent jamais un grand zèle yougoslave...

Per fas et nefas

En Macédoine, la Serbie du sud selon l'opinion nationaliste serbe, le problème est sensiblement différent puisque c'est l'assimilation des autochtones que recherche Belgrade.

«Les Serbes, en Macédoine, écrit Albert Londres,²² ont supprimé les écoles de langue bulgare, les prières en langue bulgare (regardées de près, ces prières n'étaient que du vieux slavon). Ils punissent les enfants s'exprimant en bulgare. Les Macédoniens ont dû ajouter à leur nom la terminaison 'itch' pour lui donner la forme serbe. (...) Un homme qui se promène, fredon-

22 «Les Comitadjis», Albin Michel, Paris 1932, p. 52-53

nant une chanson de son enfance, chanson bulgare, est puni comme un criminel. Dans les écoles, tout enfant doit répéter: 'Je suis Serbe'. (...) La jeunesse est donc torturée moralement. Les nouveaux-nés doivent être inscrits sous un nom du calendrier serbe. (...) Belgrade applique une politique de dénationalisation». Par ces quelques phrases, le journaliste a bien résumé la tactique adoptée par le gouvernement serbe, tactique qui découle tout naturellement d'une opinion largement répandue dans la «carsija» (lobby au pouvoir) et que le ministre Lazar Markovic expose doctement dans son livre «Le désarmement et la politique de Belgrade» (SGIE, Paris 1932): «Les Bulgares, dit-il (p. 322), considèrent une partie notable de la population macédonienne qui se trouve dans les frontières de la Yougoslavie comme des Bulgares; ils réclament, pour ces Bulgares, la protection de leur race, de leur langue et de leur religion. A cette prétention, les Serbes répondent que ladite population est de nationalité serbe, qu'elle parle sa langue maternelle en toute occasion devant toutes les autorités, et que jamais on n'a forcé cette population à parler une autre langue, pour cette simple raison que la langue qu'elle parle est la langue serbe. Au point de vue de la race, toute la nation yougoslave est de la même race, et spécialement, la population macédonienne ne se distingue en rien de la race serbe. En ce qui concerne le culte, la population macédonienne professe le même culte qu'elle a toujours professé, dans les mêmes églises orthodoxes, et dans la même langue qui est, depuis des siècles, en usage, aussi bien en Macédoine qu'en Serbie».

Comme on l'imagine, cette politique annexionniste ne va pas sans susciter les plus vives résistances d'un peuple macédonien rompu depuis des décennies à la guerre de guérilla. Basés en Bulgarie et jouissant de

T

S

O

M

32

mille complicités dans les villages macédoniens, les militants de l'ORIM entreprennent donc de harceler l'occupant par de constants attentats.²³ Comme toujours en pareil cas, la répression officielle tend rapidement à frapper de plus en plus sauvagement ceux qu'elle soupçonne, à tort ou à raison, de sympathiser avec les séditeux, et à ce jeu cruel, la police serbe possède déjà un solide savoir-faire. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir le livre de Henri Pozzi, «La guerre revient» (Editions Paul Berger, Paris 1933), un ouvrage qui retrace les méthodes des sicaires du préfet (et futur ministre) Zika Lazic. Près de Skoplje, raconte-t-il, «des femmes qui refusaient de dénoncer leurs maris ont été fouettées jusqu'au sang par les gendarmes serbes qui leur ont ensuite arrosé d'essence et flambé les aisselles et le sexe» (p. 206), puis il énumère (p. 276 à 279) quelques autres procédés en usage: coups de bâton (jusqu' à 600 sur les plantes des pieds et les paumes des mains), fouet, épines sous les ongles, fil de fer serré autour de la tête ou des genoux, orteils écrasés au marteau, dents percées, prisonniers assis sur des braises, testicules taillés au rasoir, bougie allumée dans le vagin et, «last but not least», le «caleçon des aveux» qui met le prisonnier dans l'impossibilité de satisfaire aucun besoin naturel.

Quant au Monténégro, également revendiqué par les irrédentistes serbes, il est lui-même annexé sans égards excessifs. Déposé 'manu militari' le 26 novembre 1918, le vieux roi Nicolas Ier est prié de demeurer en France, tandis que les pandores de Belgrade s'occupent de calmer ceux de ses sujets qui lui demeurent fidèles. Dans une note du 10 janvier 1921, le gouverne-

23 La situation est suffisamment difficile pour que les années de service militaire comptent double.

ment monténégrin (en exil) résume la situation en ces termes: «Lorsque le gouvernement de Serbie a proclamé l'annexion forcée du Monténégro en novembre 1918, le peuple monténégrin a réagi, d'abord par l'insurrection et ensuite par la guerre de guérillas qui dure encore aujourd'hui. (...) (Le gouvernement de Belgrade) a instauré au Monténégro un régime de terreur qui surpasse en horreur tous les crimes commis dans cette guerre et dans toutes les précédentes. À titre de représailles, l'armée serbe d'occupation au Monténégro a incendié plusieurs milliers de maisons et pillé autant de propriétés. Au cours de deux années, plus de quatre mille Monténégrins ont été arrêtés et emprisonnés parce qu'ils refusaient d'approuver le crime commis contre leur patrie. (...) Plusieurs milliers de Monténégrins ont été spoliés de leurs biens et massacrés; d'autres, torturés ou mis hors la loi, ont cherché asile dans les forêts monténégrines. Des centaines de femmes et de filles ont été violées et déshonorées»²⁴

²⁴ cf. «Le rôle de la France dans l'annexion forcée du Monténégro», Imprimerie Manuce, Rome 1921, p. 23

La mise au pas des Croates

**Une administration serbisée —
L'assassinat de Stjepan Radic — Le
terrorisme d'Etat — Réaction de
Einstein et de Heinrich Mann — La
primauté de l'Eglise Orthodoxe Serbe
— La résistance des Croates**

RESUME. En Croatie, les occupants serbes s'emparent de tous les leviers de commande et mettent le pays en coupe réglée, au mépris de toutes leurs promesses antérieures. Les Croates protestent vivement mais pacifiquement, jusqu'au jour où leur principal avocat, Stjepan Radic, est assassiné en plein Parlement (20 juin 1928) par un député serbe agissant à l'instigation du palais royal. Quelques mois plus tard, la dictature est proclamée, tandis qu'une répression féroce s'efforce de physiquement décapiter l'opposition. Nombreuses sont les protestations internationales, notamment celles de Albert Einstein et Heinrich Mann qui prennent la défense du peuple croate. Dans ce contexte extrêmement tendu, l'Eglise Orthodoxe Serbe tente également de s'imposer en menant une très active campagne anti-catholique. Face à une situation de plus en plus insoutenable, les nationalistes croates créent alors l'Oustacha qui entreprend de rendre coup pour coup à l'occupant. Le 9 octobre 1934, ce combat atteint son apogée avec l'exécution du roi Alexandre par un rebelle macédonien.

Si l'annexion et la serbisation du sud de la Yougoslavie revêtent, comme on vient de le constater, un caractère souvent très brutal, en Croatie, elles vont prendre un tour encore plus odieux. Tout d'abord, la Croatie est un pays dont les soldats ont généralement fort bien combattu dans l'armée austro-hongroise,

pour défendre leur terre contre les convoitises italiennes (traité de Londres, bataille de la Piave); par ailleurs, même lorsqu'elle avait des sympathies «yougoslaves» (slavophiles), la classe politique croate s'est toujours défiée des ambitions serbes.²⁵ Les Croates sont une nation qui possède depuis le VII^{ème} siècle ses propres structures étatiques, dont les traditions culturelles sont éminemment occidentales, dont la religion majoritaire est le catholicisme romain, et dont les structures économiques s'apparentent beaucoup plus à celles de l'Europe Centrale qu'à celles du Mezzogiorno balkanique. Dans ces conditions, l'occupation serbe ne peut s'engager que sous de mauvais auspices.

«L'Etat Serbe, écrit le journaliste Jean Laroque, prenait la direction des affaires croates; il parut naturel à ses chefs de confier l'administration du pays à des Serbes, de donner à la nouvelle armée serbe, croate et slovène des officiers serbes, d'étendre en un mot, l'organisation de l'Etat Serbe à tout le royaume yougoslave. La Croatie, pays rural et tranquille, habitué depuis longtemps à une certaine autonomie, animé tout entier, de la bourgeoisie intellectuelle à la masse paysanne, d'un esprit national très vif, vit sans plaisir les Croates, tolérés jusque-là par les Autrichiens dans l'administration et dans l'armée, être remplacés par des Serbes, souvent moins instruits, en tout cas, moins bien informés des besoins du pays et de sa mentalité».²⁶

25 «Le mouvement en faveur de la formation de l'Etat Yougo-Slave n'a jamais eu, en Autriche-Hongrie, des objectifs séparatistes opposés à l'existence de la monarchie austro-hongroise. Il s'est borné à invoquer l'union des Slaves du Sud de la monarchie — à l'exclusion justement des Serbes du Royaume de Serbie et du Monténégro — au sein d'un Etat autonome et sous le sceptre des Habsbourg» — cf. «The Yugo-Slav Movement in Austria-Hungary during the war», Crasset, Paris 1919, p. 3

26 «La Grande Revue», Paris décembre 1928, p. 237 («La question croate»)

Commencée par la fusillade du 5 décembre 1918, la cohabitation croato-serbe dégénère rapidement en un conflit ouvert car les incompatibilités sont trop nombreuses et trop flagrantes. Le confédéralisme croate se heurte de front au centralisme et à l'unitarisme serbes.

«Tous les Serbes, écrit Pozzi,²⁷ qui mènent actuellement la Yougoslavie: diplomates, généraux, hauts fonctionnaires et jusqu'au souverain lui-même — et tous ceux aussi qui combattent les maîtres d'aujourd'hui et les remplaceront demain lorsque le régime actuel aura été emporté par l'excès de ses abus — tous sans exception ont, en effet, un dogme commun, une foi semblable: l'avenir illimité qui attend leur race, la force d'expansion irrésistible et prédestinée du serbisme».

Stjepan Radic, le leader des paysans croates a beau affirmer: «Notre devoir est d'eupéaniser les Balkans et non de balkaniser Croates et Slovènes»,²⁸ il finira par être abattu (le 20 juin 1928), en plein Parlement, par le député panserbe Punisa Racic.²⁹ Patriote, républicain et pacifiste, Stjepan Radic était certes un adversaire résolu de la Yougoslavie et de la monarchie serbe, mais un adversaire loyal dont le combat s'était toujours scrupuleusement inscrit dans le cadre, pourtant fort étriqué, des institutions. Cette attitude, très classique en démocratie parlementaire, n'était hélas pas du tout entrée dans les moeurs serbes de l'époque.

Et le mauvais exemple venait de haut puisqu'il apparut très vite qu'il y avait eu complot et que les ramifications

27 Henri Pozzi, *op. cit.*, p. 119

28 cf. «Les Cahiers de l'Histoire», n 101, Paris 1974, p. 96

29 Les coups de feu tirés par P. Racic font ce jour-là deux morts (Pavle Radic et Djuro Basaricek) et trois blessés graves dont Stjepan Radic, qui décèdera quelques semaines plus tard, le 8 août 1928.

de celui-ci menaient à la Maison Royale. «Le tueur Ratchitch (Racic), écrit l'historien François Broche, ne faisait qu'obéir aux ordres de Jivkovitch (Zivkovic), lui-même tout dévoué à son souverain. En ce qui concerne les Croates, le futur Premier ministre était partisan d'une 'solution finale', et ce fut avec l'assentiment du roi — sinon à sa demande — que le général conçut et organisa le massacre du 20 juin».³⁰ Membre des services secrets et de la «Main Blanche», l'assassin fut «royalement» condamné à vingt ans de détention, assigné à résidence dans l'une de ses propriétés et très officiellement doté d'une coquette pension: on ne pouvait bafouer plus outrageusement le peuple croate! Non content de confisquer les terres, de dévaluer la monnaie locale ou de quintupler les impôts, l'occupant introduit également dans le pays les méthodes de terreur qu'il applique déjà dans ses marches méridionales: bastonnades, procès, amendes et terreur occulte. Avec l'instauration de la dictature, en 1929, celle-ci se déchaîne tout particulièrement contre l'intelligentsia: avocats, écrivains, journalistes, syndicalistes et députés sont régulièrement roués de coups par de mystérieux agresseurs, quand ils ne sont pas purement et simplement assassinés comme le professeur Sufflay ou Josip Predavec (du Parti Paysan Croate). Pour les autres, ceux qui passent par les prisons et les tribunaux, c'est à coup sûr la torture, comme pour le Dr Toth, ancien directeur des douanes, et ses co-inculpés dont on a brisé les dents et écrasé les testicules.³¹ C'est l'époque où Mgr Stepinac, l'archevêque de Zagreb, montre à ses hôtes, et notamment à Ernest

30 «Alexandre Ier-Louis Barthou», F. Broche, Ed. Balland, Paris 1977, p. 18-19

31 cf. Henri Pozzi, *op. cité*, p. 53

Pezet qui l'a raconté, la facture officielle de 13 dinars et 15 paras adressée par le fisc à la famille d'un condamné à mort, pour prix des cinq balles tirées lors de l'exécution du père...³² Cette barbarie froide et calculée conduira Albert Einstein et Heinrich Mann à protester publiquement dans une lettre qu'ils adressent à la Ligue Internationale des Droits de l'Homme et qui se termine par l'appel suivant:

«Nous considérons que la Ligue Internationale des Droits de l'Homme a le devoir pressant d'inciter tous les amis de la Liberté et des droits des peuples à élever leurs protestations les plus énergiques contre le régime de terreur qui sévit en Croatie. Toutes les nations ont le devoir de protéger ce petit peuple européen, cultivé et pacifique».

La croisade anti-catholique

L'un des aspects les plus déplaisants de la serbisation entreprise en Croatie concerne les questions religieuses, et plus précisément le prosélytisme agressif d'une Eglise Orthodoxe qui «refusa, nous dit E. Pezet, par principe et par tradition, de devenir vraiment 'yougoslave' et resta purement serbe de nom et d'esprit».³³ Il s'agit là d'un phénomène qui plonge ses racines dans les préceptes moyenâgeux de Saint Sava auquel nous avons déjà fait référence. «Le caractère national de l'organisation ecclésiastique serbe, commente le professeur Ladislav Hadrovics,³⁴ avait nécessairement pour résultat que tout le territoire soumis à la juridiction

32 cf. «Stepinac-Tito, contextes et éclairages de l'Affaire», E. Pezet, NEL, Paris 1959, p. 20

33 E. Pezet, op. cité, p. 16

34 «L'Eglise serbe sous la domination turque», L. Hadrovics, PUF, Paris 1947, p. 112

du patriarcat, indépendamment des frontières historiques du pays, indépendamment aussi du nombre des tribus étrangères qui dépassait souvent celui de la communauté serbe,³⁵ était considéré dans les milieux ecclésiastiques comme serbe. De cette manière, le nom serbe conquiert des régions qui, auparavant, n'avaient jamais appartenu à la région peuplée par des Serbes». Nous sommes vraiment là au cœur d'un problème crucial dans les relations croato-serbes puisqu'il semble que cette attitude exclusive ait été et soit encore la cause essentielle de la non-assimilation des minorités serbes de Croatie... «Ce processus, écrit Hadrovics, commencé inconsciemment par l'Eglise, finit par enraciner une croyance ou vague notion dans le subconscient des grandes masses du peuple serbe. Selon cette croyance, tous les territoires habités par des Serbes forment l'ensemble d'une grande terre serbe unie».³⁶ Concrètement, cela débouche, dès 1919, sur une offensive anti-catholique qui défie sciemment les Croates. Bien que l'Etat yougoslave soit théoriquement laïc, la plupart des subventions sont désormais allouées à l'Eglise Orthodoxe³⁷ qui parvient à faire de la fête de Saint Sava une fête nationale (décret n 20621 du Ministère de l'Education Nationale, en date du 28 décembre 1928). Dans le même temps, les attaques se multiplient contre l'Eglise Catholique, dont

35 C'est ainsi, selon D. Mandić («Hrvati i Srbi, dva stara različita naroda», KHR, München-Barcelona 1971, p. 212), que les fameux «Serbes de Croatie» descendraient pour 32-35 % d'entre eux d'anciens catholiques croates, pour 50-52 % des Valaques et pour 6-7 % de Bulgares, Grecs, Arméniens et Albanais. Seuls 8 à 10 % descendraient en fait des Serbes de Serbie...

36 L. Hadrovics, op. cité, p. 118

37 Numériquement plus importantes avec 47 % de la population en Yougoslavie qui s'en réclament, les Eglises orthodoxes (serbe, macédonienne) sont néanmoins minoritaires dans le pays puisque 53 % des citoyens ont une autre religion (catholiques 39 %, musulmans 11 %, autres 3 %).

l'universalisme est décrit comme anti-national. «Le pouvoir autocratique absolu de la Papauté étrangère, prévient le Patriarcat,³⁸ pourrait saper les rouages naturels de notre vie, surtout l'unité réelle de notre nation et de notre idée monarchique».

«Serbes, commande de son côté l'archevêque orthodoxe Velimirovic (15 décembre 1930), luttiez contre la latinisation de la Yougoslavie et des Balkans».³⁹ De fait, partout en Croatie, les popes entreprennent de convertir, plus ou moins fermement, les populations «hérétiques», avec un succès (300.000 conversions entre 1918 et 1941) proportionnel à la contrainte exercée sur les Catholiques et les Uniates. Le prédécesseur de Mgr Stepinac à la tête de l'archidiocèse de Zagreb, Mgr Antun Bauer, se plaindra d'ailleurs à plusieurs reprises au gouvernement des sévices endurés par ses prêtres et leurs fidèles, comme des expropriations abusives qui frappent certaines congrégations enseignantes. Tout ceci en vain car aucun dialogue n'est plus possible avec une hiérarchie orthodoxe qui se refuse à la moindre concession, allant même jusqu'à manifester dans les rues et excommunier neuf ministres pour empêcher la ratification d'un Concordat avec le Vatican (1935–1937)!

D'abord assommés par tant de hargne, les Croates, tout comme les Macédoniens, n'ont pas tardé à organiser tant bien que mal leur autodéfense. La pression de l'arbitraire, le terrorisme d'État et la prohibition de toute opposition légale engendrent chez certains le recours à la lutte armée: c'est la naissance de l'«Organisation Révolutionnaire Croate Oustacha». Le conflit

38 cf. «Glasnik Pravoslavne Crkve», n 24–1924, cité par Th. Dragoun, «Le dossier du cardinal Stepinac», NEL, Paris 1958, p. 18

39 cf. Th. Dragoun, op. cité, p. 21

entre cette résistance et la police royale fera dans les deux camps de nombreuses victimes dont la plus célèbre demeure le chef de l'Etat yougoslave, Alexandre Karadjordjevic, exécuté le 9 octobre 1934, à Marseille, par un membre de l'«Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne» (ORIM). A l'orée de la guerre, en 1939, rien n'est cependant réglé dans une Yougoslavie divisée qui ne survit que portée à bout de bras par l'armée serbe. Définitivement désabusés, les Croates n'aspirent plus qu'à se libérer de leurs «frères» serbes, un voeu quasi unanime que l'attaque allemande d'avril 1941 va enfin leur permettre de réaliser.

1941-1945 un contentieux qui s'alourdit

L'attaque allemande de 1941 et l'indépendance croate du 10 avril — La guérilla anti-croate des Tchetrniks — L'islamophobie des royalistes serbes — Les communistes contre la Croatie — Une guerre atroce — La fin du régime oustachi et les massacres de 1945

RESUME. En avril 1941, l'invasion allemande permet aux Croates de se débarrasser de la tutelle serbe et de recouvrer leur liberté en proclamant, le 10 avril 1941, un Etat Indépendant Croate. Ce dernier est aussitôt la cible des assauts d'une guérilla monarchiste serbe (Tchetrniks) dont les exactions vont décimer les populations musulmanes de Bosnie-Herzégovine. Quelques mois plus tard, les partisans communistes de Tito se lancent à leur tour à l'attaque de la Croatie: la guerre s'étend et redouble de cruauté. Finalement, emportée par la débâcle des forces de l'Axe auquel son sort était forcément lié, la Croatie connaît à nouveau, en 1945, l'occupation serbe. Revanchisme et marxisme vont conférer à cette dernière un caractère impitoyable dont témoignent les 400 000 ou 500 000 Croates qui disparaissent alors et dont les ossements emplissent encore des dizaines de gouffres et de fosses communes.

Comme prévu, la Wehrmacht balaie en quelques jours une armée yougoslave plus entraînée aux opérations de police qu'à la guerre moderne. Contrairement à une légende tenace, les Croates n'ont joué

T

S

O

W

43

aucun rôle dans cette débâcle,⁴⁰ ils ne font qu'en profiter pour reprendre leur liberté. Après tout, rares sont les prisonniers qui ne mettraient pas à profit la débandade de leurs geôliers pour s'évader... Un Etat croate naît donc, le 10 avril 1941, au milieu des combats, et dans des circonstances qui ne laissent qu'une infime marge de manoeuvre à ses dirigeants, membres de l'organisation «Oustacha». Occupé par les forces de l'Axis et enclavé au coeur de leur dispositif balkanique, cet Etat devra, ne serait-ce que passivement, «collaborer» avec le Reich. Amplifiée et déformée, cette fâcheuse situation deviendra hélas une arme de poids dans les mains de ceux qui n'ont pas renoncé à la Grande Serbie.

Il leur suffit, en effet, de reprendre le vieil argument selon lequel «yougoslave» et «serbe» sont synonymes, pour démontrer que les Croates, qui ne sont que des Serbes du nord, sont des traîtres. Les Alliés ayant tout intérêt à faire semblant de croire à ce mensonge, le tour est joué, et l'on reprochera pendant cinquante ans aux Croates de ne pas s'être solidarisés avec leurs bourreaux pour défendre une Yougoslavie dont ils ne voulaient notoirement plus!

La Croatie martyrisée

Sur le terrain, et au nom du juste châtiment qu'il convient d'infliger aux traîtres, cette grossière tromperie justifie d'avance tout ce qu'on va faire subir aux Croates. Les premiers à se manifester, parce qu'ils sont disséminés un peu partout et notamment parmi les

⁴⁰ Comment l'auraient-ils pu avec deux généraux sur cent soixante cinq et moins de 10 % des officiers et sous-officiers?

Serbes de Croatie, sont les Tchetsniks du général Draza Mihajlovic. Henri Pozzi les décrit ainsi:

«Les Tchetsniki (...) forment partie intégrante de l'armée nationale dont ils constituent un corps d'élite. Recrutés parmi les anciens soldats dont les opinions politiques sont sûres et qui se distinguent par leur vigueur physique, ils reçoivent une instruction spéciale et sont astreints, deux fois par an, à des périodes régulières d'exercices, de trois semaines chacune. Etablis comme colons, aux endroits désignés par l'autorité militaire, dans les provinces annexées, ils sont tenus d'y faire de la propagande panserbe suivant les directives de la Narodna Obrana, dont tous font obligatoirement partie, de prêter leur concours à la gendarmerie et aux autorités administratives et de se tenir constamment à la disposition du commandement militaire local». ⁴¹

Dès le 11 avril 1941, ils sèment la terreur dans plusieurs bourgs de Dalmatie (Metkovic) et d'Herzégovine (Capljina, Ilici) avant de s'abattre à plusieurs reprises sur le Sandjak et la Bosnie méridionale. Dans ces deux régions, la population (slavophone) est majoritairement musulmane, ce qui décuple la férocité des maquisards serbes. Héritée de la guerre de libération contre les Turcs, la haine de l'Islam est, en effet, une caractéristique du panserbisme: déjà, au début du XVIIIème siècle, l'évêque orthodoxe Danilo poussait les Monténégrins à convertir ou massacrer les musulmans, un projet repris en 1875 par le ministre Blaznavac, puis par Stojan Protic, qui s'en confia au sculpteur Mestrovic. Ces consignes seront souvent suivies d'effets terribles, comme le raconte Milovan Djilas dans son livre «Pays sans justice»:

41 H. Pozzi, op. cité, p. 113

«Un boucher expérimenté, écrit-il, fendit en deux la tête au moyen d'une hache, très soigneusement, afin de ne pas gâter le torse. Puis il ouvrit la poitrine. Le coeur battait encore. L'arrachant d'une main, il le jeta au chien. Il paraît, dit-on, que celui-ci n'y toucha pas, car même un chien répugne à manger de la viande de Turc».

Forts de tels antécédents, les Tchetsniks vont littéralement saigner les cantons de Foca, Rogatica, Poljica, Draca, Bijelo Polje, Cajnice, Gorazde et Rama, laissant derrière eux un paysage dévasté, jonché de milliers de cadavres mutilés. À propos de cette sauvagerie exceptionnelle⁴² et sans voir forcément là un lien de cause à effet, notons tout de même que plusieurs chefs tchetniks comme Momcilo Djujic, Vasilije Jovicic et Vlada Zecevic étaient des religieux orthodoxes...

Un gigantesque et cruel règlement de comptes

T Vis-à-vis des autres Croates, la hargne des Tchetsniks n'est pas moindre; Mihajlovic n'a-t-il pas déclaré: «Un tiers doit être tué, un deuxième tiers expatrié, le troisième devra se soumettre à nous».⁴³ Les cartes géographiques qu'il diffuse ne laissent d'ailleurs planer aucun doute sur ses intentions: la Croatie y est réduite à l'immédiate périphérie de Zagreb! Chez ses concurrents et anciens alliés communistes, et pour d'évidentes raisons idéologiques, le panserbisme est cer-

W 42 Sauvagerie dans laquelle les communistes auront aussi leur part, comme l'a révélé au public yougoslave l'écrivain Branko Copic avec son livre «Gluvi barut» (1957).

43 cf. «Le cardinal Stepinac, martyr des droits de l'Homme», M. Landercy, Apostolat des Editions, Paris 1961, p. 107

tes moins ostensible, mais il n'en constitue pas moins un facteur non négligeable de mobilisation et de recrutement au sein de la population serbe. C'est elle qui fournit l'essentiel des troupes, et si le maréchal Tito est croate, la plupart de ses séides (Rankovic, Djilas, Koca Popovic, Arsa Jovanovic, Sreten Zujovic, etc...) sont serbes. Leurs pratiques diffèrent peu de celles de Draza et leurs objectifs ont au moins ceci de commun qu'ils postulent avant tout la disparition de l'Etat Indépendant Croate. Les uns luttent pour un royaume centralisé, les autres pour une fédération marxiste, deux projets de résurrection yougoslave qui augurent fort mal de l'avenir des Croates. Dans l'immédiat, ces derniers doivent donc supporter les assauts conjugués de deux ennemis implacables qui mettent le pays à feu et à sang.

La guerre acharnée qui en résulte prend alors le tour atroce que l'on sait et sur lequel tout ou presque a d'ores et déjà été dit. Massacres, incendies, tortures, pillages, viols, rien n'est épargné aux populations croates de toutes confessions, car une sorte de folie meurtrière s'est emparée de tous les camps en présence. Dans cette affreuse empoignade, aucun protagoniste n'est tout à fait innocent, et l'honnêteté oblige à dire que, du côté croate, certains partisans du régime oustachi sont également impliqués dans différents excès. Des exécutions sommaires ont eu lieu, des camps de concentration ont existé, et leur seule explication — qui n'est ni une excuse ni une justification — réside sans doute dans les vingt-trois ans de brutale oppression précédemment subis par la Croatie... Quoi qu'il en soit, le problème n'est pas d'établir ici quelles furent les responsabilités exactes et les crimes précis de chacun car de nombreuses exagérations et de non

T

S

O

M

47

moins abondantes falsifications continuent de diviser les historiens.⁴⁴

Reste cependant que ce conflit a eu pour théâtre le territoire croate où les troupes serbes n'avaient théoriquement plus rien à faire, ce qui tendrait à démontrer qu'au-delà des alibis patriotiques, antinazis ou autres, il s'agissait bien de sauver les acquisitions de 1918 et d'assurer la pérennité de la Grande Serbie.⁴⁵ Ce sentiment trouve d'ailleurs sa confirmation dans le fait que ceux des orthodoxes croates qui acceptèrent de jouer honnêtement le jeu de l'indépendance⁴⁶ furent considérés par les Tchetrniks et les Communistes comme des traîtres — à quoi?, sinon aux intérêts «sacrés» de cette Serbie mythique qui engloberait tous les orthodoxes de la région — et liquidés.

Emportée par la défaite finale de l'Âxe, la Croatie indépendante disparaît à son tour en mai 1945. Cette disparition n'est pas seulement juridique, mais aussi physique puisqu' environ 200 000 soldats et civils, c'est

44 Ces «manipulations» ont été orchestrées par le régime communiste pour accabler le peuple croate, le culpabiliser et tenir définitivement son image. Grâce aux travaux de l'actuel président croate Franjo Tuđman, on a notamment appris que le nombre des victimes des camps oustachis avait été multiplié par dix. Afin de gonfler encore ces chiffres, on sait aujourd'hui que les communistes y ont même inclus leurs propres victimes, à savoir des prisonniers de guerre croates ou même des communistes épurés lors de telle ou telle purge.

45 Siégeant à Belgrade depuis le 26 août 1941, le gouvernement du général Nedic collaborait avec l'administration militaire allemande en Serbie, aux côtés du mouvement pro-fasciste serbe «Zbor» de Dimitrije Ljotic; ils se firent les interprètes de la propagande anti-communiste et anti-sémite allemande. Sont ainsi à mettre à leur actif l'extermination au camp de Banjica, des juifs de Belgrade (1.115 survivants sur 11.870 personnes) et l'assassinat, au camp de Sajmiste, de 14.000 juifs et tsiganes (été 1942).

46 Il y en eut un certain nombre, dont les plus connus sont les généraux Dragojlov, Grujic et Milic, le ministre Sava Besarovic, le député Uros Doder, ainsi que tous les prêtres qui se placèrent sous l'autorité de Mgr Germogen.

le chiffre de Tito,⁴⁷ sont exterminés de sang froid dans la région de Bleiburg, le long de la frontière autrichienne. Une fois encore — mais est-ce vraiment un hasard? — leurs bourreaux (Rade Zigic, Dusan Brkic, Canica Opacic, Djoko Jovanovic et consorts) sont en immense majorité des Serbes. Les prisonniers (environ 200.000 selon les sources britanniques et yougoslaves), lorsqu' ils ne sont pas sommairement tués, sont réunis en colonnes, et contraints de gagner à pied, des camps situés à plus de 700 ou 800 kilomètres. Ces «marches de la mort» sont ponctuées d'exécutions massives dont témoignent les gigantesques ossuaires récemment découverts en Croatie.

⁴⁷ cf. «V Kongres Komunističke Partije Jugoslavije, Stenografske biljeske», Kultura, Zagreb 1949; p. 88

La Yougoslavie Titiste: un panser- bisme marxiste

**La domination serbe continue —
L'Eglise Catholique est persécutée,
l'Eglise Orthodoxe collabore —
L'exploitation coloniale de la Croatie**

RESUME. Ressuscitée par Tito, la Yougoslavie renoue avec la tradition hégémoniste serbe d'avant-guerre. Toute opposition est balayée par une épuration qui s'en prend avec une hargne particulière au clergé catholique. Condamné à 16 ans de travaux forcés à l'issue d'un simulacre de procès (11 octobre 1946), le Primat de Croatie, Mgr Stepinac, demeure le symbole de ces années noires. Toujours liée au pouvoir serbe, quel qu'il soit, la hiérarchie orthodoxe semble, au contraire, s'accommoder assez facilement du nouveau régime communiste. Systématique, ce dernier transforme la Croatie en une véritable colonie dont le pillage est froidement rationalisé, sous la houlette d'une administration et d'une police largement dominées par des fonctionnaires serbes.

Marxistes, mais pour beaucoup de fraîche date (en 1941, le Parti Communiste Yougoslave ne comptait que quelques milliers de membres), les nouveaux maîtres de la Yougoslavie reconstituée retrouvent vite les vieux réflexes chauvins de l'ancienne «carsija» (lobby) d'avant-guerre. Le nouvel Etat se veut fédéral, on le découpe donc en six Républiques aux droits égaux, mais il apparaît rapidement qu'au sein de cet ensemble disparate, la Serbie est un peu plus «égale» que les autres.

«Ce fédéralisme, écrit Ernest Pezet, comporte une nation supérieure aux autres, soucieuse de primauté, de suprématie, et habituée à les pratiquer — la Nation Serbe — au service de la partie serbe de l'Etat yougoslave et de son Eglise Orthodoxe, favorisée extérieurement et extérieurement honorée, comme elle le fut toujours par les dynasties serbes et sous la dictature royale de 1929». ⁴⁸

Comme dans les années 1920, la question religieuse reste effectivement un bon baromètre des intentions gouvernementales. Théoriquement athées, les communistes yougoslaves n'ont d'ailleurs pas attendu 1945 pour commencer une sévère campagne d'éradication du «cléricalisme». Aux assassinats de prêtres et de religieuses ont succédé les confiscations de couvents, les occupations de séminaires, la destruction des cimetières et les procès pour collaboration. C'est dans le cadre de l'une de ces parodies judiciaires que Mgr Stepinac, l'archevêque de Zagreb, se voit condamner à seize ans de travaux forcés et cinq ans d'indignité nationale (11 octobre 1946) pour s'être montré trop indépendant à l'égard du nouveau régime. D'autres prélats ont encore moins de chance puisqu' au moins deux d' entre eux sont morts sous la torture.

En s'en prenant ainsi à la hiérarchie catholique, le maréchal Tito répond visiblement aux aspirations vindicatives d'un large secteur de l'opinion publique serbe, il se débarrasse aussi d'un contre-pouvoir influent et tente, en bon communiste, de compromettre aux yeux du monde entier l'ensemble de l'Eglise Catholique en l'accusant haut et fort de collusion avec le nazisme et le fascisme. «Belgrade, résume Théodore

48 E. Pezet, *op. cité*, p. 28

Dragoun, monarchiste, communiste ou n'importe quoi, ne voudra voir dans la religion catholique qu' un élément de désunion nationale et dans ses prêtres que des agents du Vatican et de l' impérialisme occidental». ⁴⁹

De son côté, et hormis quelques tracasseries ponctuelles, l'Eglise Orthodoxe se sort étonnamment bien de cette phase critique d'épuration. ⁵⁰ Connu pour ses sympathies tchetniks et exilé à Londres, le Patriarche Gavriilo rentre à Belgrade avec l'accord de Tito, dont il fait publiquement l'éloge. Moins honnête que son confrère Mgr Sumanovic qui est venu, en des heures difficiles, témoigner en faveur de Mgr Stepinac, Gavriilo s' empresse de joindre sa voix au concert des ennemis du cardinal. Le Patriarche Vikentije accepte, quant à lui, de se voir remettre une médaille officielle à l'occasion de son anniversaire, tandis que Mgr Prodanov ira fleurir le mausolée de Lénine lors d'un passage à Moscou.

Comme le déclare, en juin 1956, le ministre communiste de l'intérieur Alexandre Rankovic: «Les relations entre l'Etat et l'Eglise Orthodoxe, surtout le Saint Synode, sont cordiales. Beaucoup d'évêques orthodoxes sont en étroite relation avec les autorités gouvernementales et les prêtres orthodoxes collaborent activement avec les autorités locales». ⁵¹

49 Th. Dragoun, op. cité, p. 72

50 Et pourtant, le 8 juillet 1941, le Saint Synode Orthodoxe avait, à l'instigation des prélats Josif Cvijovic et Irinej, publié une déclaration dans laquelle il s'engageait «à exécuter loyalement les ordres et les lois des autorités d'occupation»...

51 Th. Dragoun, op. cité, p. 65

Un brigandage d'état

Dans les autres domaines de la vie nationale, la République Serbe impose sa loi, appuyée quand besoin est par un appareil répressif sur mesure. Ancien officier supérieur des Partisans, Adil Zulfikarpasic estimait par exemple que dans les années 1950, 78 % des membres de la Milice de la République croate étaient serbes et 82 % en Bosnie-Herzégovine. À la même époque, treize des quatorze divisions militaires stationnées en Croatie et Bosnie avaient un Serbe pour chef...⁵² Dans ces conditions, l'exploitation économique de la Croatie prend des proportions énormes, bien relayée par une bureaucratie fédérale qui ne compte pas moins de 73 à 75 % de fonctionnaires serbes (1969-1978) pour 6 à 8 % seulement de Croates. La plupart des gains, touristiques par exemple, de la Croatie partent ailleurs, en Serbie notamment, qui se taille la part du lion avec 60 % des crédits d'investissement (1960-1970). L'appauvrissement qui en résulte débouche inévitablement sur une puissante émigration: avec un peu plus de 22 % de la population de la Fédération, la Croatie (dont la natalité est très basse) fournit, en effet, 50 % des émigrés économiques yougoslaves! Ajoutez à cela l'omnipotence d'un parti communiste «croate» dont 30 % des membres sont serbes (pour 11 % de la population, rappelons-le), l'ubiquité vétilleuse d'une police politique dont les méthodes n'ont guère évolué depuis Zika Lazic, et la constante culpabilisation d'un peuple dont la moindre velléité patriotique est immédiatement assimilée à une odieuse rémanence fas-

52 A Zagreb (89 % d'habitants croates), et jusque très récemment, la police en uniforme comptait 56,5 % de Serbes, et la police secrète 47,6 %...

ciste, et vous avez le tableau d'un pays en situation coloniale. Voilà bien ce que la Croatie a vécu de 1945 à mai 1990 et ce qu'elle ne supportera plus, n'en déplaise à tous ceux, quels qu' ils soient, qui en ont si longtemps profité.

Vers une solution européenne

Dictature et violence serbes au Kosovo — La résurrection croate — La réconciliation dans l'Europe unie?

RESUME. Au fil des décennies, la haine des Serbes pour les Albanais n' a pas décréu: en 1981, la répression faisait encore 1600 morts parmi les habitants albanais du Kosovo, et en 1990, la milice serbe n'a pas hésité à recourir à des gaz toxiques contre eux. En Croatie, où les élections d'avril-mai 1990 ont rendu le pouvoir aux patriotes, c'est par la subversion que certains Serbes essayent de déstabiliser le nouveau gouvernement dont la patience est à rude épreuve. Sauf à vouloir replonger toute la région dans la guerre, il faudra pourtant bien aboutir à un accord. Celui-ci passe par une confédération libre et volontaire des nations sud-slaves au sein de l'Europe unie: la Croatie et la Serbie y ont chacune leur place.

Cette rapide endoscopie du phénomène serbe montre à l'envie que s'il est une crainte à nourrir, ce n' est pas tant celle d'une Croatie libre et démocratique, que celle des vieux fantasmes qui hantent la mémoire nationale serbe. On les a vus ressurgir dans toute leur brutalité au Kosovo où une population majoritairement albanaise tente depuis 1981 de faire reconnaître ses droits fondamentaux. Les premières revendications des Kosovars, il y a neuf ans, ont déclenché une crise sans précédent depuis 1945: 1 600 morts et 30 000 arrestations selon le Sénat américain.⁵³ En 1989, les troubles ont repris, sans qu' il y ait le

T
S
O
W
55

53 «Congressional record-Senate», June 7, 1983

moindre doute sur leur origine; le député français Jean-Claude Mignon a d'ailleurs clairement fait le point, le 20 avril 1990, devant l'Assemblée Nationale: «Non seulement, a-t-il précisé, l'action menée dans cette région par le gouvernement local de la République de Serbie, mais aussi par celui de la Fédération yougoslave, qui est plus ou moins l'otage du premier, n'a donné aucun résultat positif, mais a, au contraire, envenimé les relations intercommunautaires. Cette situation risque de s'aggraver encore avec la volonté des autorités serbes de développer une recolonisation du Kosovo, région déjà surpeuplée, et d'instaurer en Europe un authentique apartheid dans les écoles, à l'Université et dans les résidences d'étudiants.»⁵⁴

De toute évidence, certains Serbes n'ont «rien appris et rien oublié»; il suffit pour s'en convaincre de lire comment l'écrivain Mihajlo Lalic parle des Albanais dans son livre «Zatocenici»: «Ils sont de nature fruste, pareils au cuir d'opingue, et pauvres d'imagination» et forment, «avec leurs cous pendant comme des mamelles de truie», «une multitude pareille au crottin de bétail».

Quant à leur avenir, c'est un autre écrivain, disciple de Cubrilovic et fondateur du «Renouveau démocratique (sic) Serbe», Vuk Draskovic, qui nous le dépeint: «Il faut renvoyer les Albanais en Albanie et permettre aux Serbes chassés du Kosovo d'y revenir. S'il le faut, nous ferons la guerre. Les Serbes n'ont jamais refusé de combattre quand c'était leur seul recours.»⁵⁵ On sait malheureusement depuis Sarajevo où ce genre de menace peut conduire le monde, d'autant qu'il ne s'a-

54 «Résumé de mission au Kosovo (Yougoslavie) 24-30 mars 1990

55 «L'Événement du jeudi», 29 mars 1990.

git visiblement pas de paroles en l'air. Un récent rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme⁵⁶ fait, en effet, état d'un sensible accroissement de la terreur exercée sur les Kosovars depuis le début de l'année 1990. «Aucune victime grave, précise le rapport, n'a été relevée parmi les Serbes depuis plus d'un an, mais on a déploré une quarantaine de morts de souche albanaise depuis le 1er janvier 1990.» Par ailleurs, tout donne à penser que des armes chimiques auraient été utilisées contre les jeunes contestataires albanais dont environ 3.000 ont dû être hospitalisés, aux alentours du 22 mars 1990, en raison de malaises inexplicables. Si la Fédération Internationale des Droits de l'Homme ne se prononce pas définitivement, n'ayant pu procéder aux vérifications scientifiques qui s'imposent, elle n'écarte pas du tout l'éventuel usage d'un agent neuro-toxique. Dans le journal «La Corse» du 31 juillet 1990, l'un des membres de la commission d'enquête, le dr Benedetti, n'hésite pas, quant à lui, à mettre en cause l'usage de «batonnets toxiques lancés depuis des voitures dans les écoles»...

Croatie: la résurrection, pas la revanche

En Croatie, la situation est heureusement moins critique, mais le danger de «kosovisation» n'en est pas moins perceptible au travers des déclarations de certains responsables de la minorité serbe et de certains politiciens belgradois. Se servant de cette minorité comme Hitler se servait des Sudètes, ces derniers tentent de forcer les Croates à leur laisser les mains

56 «Résumé de mission au Kosovo (Yougoslavie) 24-30 mars 1990», Paris s. d.

libres au Kosovo, sous peine de voir éclater chez eux des troubles si graves qu'ils entraîneraient immanquablement l'intervention de l'armée.

Lors d'une récente intervention devant le Parlement de Strasbourg (11 octobre 1990), Mr Zarko Domljan, Président du Parlement de la République de Croatie, a d'ailleurs tenu à alerter les parlementaires européens. *«Il ne s'agit pas seulement, leur a-t-il déclaré, d'une volonté de déstabiliser et de discréditer par une campagne médiatique sans pareille, mais ce sont aussi des assauts directs contre notre souveraineté, par le biais de conflits que l'on fait naître dans les régions croates où vit une minorité serbe. On attaque les commissariats de police, on vole des armes, des individus armés molestent voyageurs et touristes. On dresse des barricades sur les routes, on mine les voies ferrées, on interrompt le trafic et la libre circulation dans toute une partie de la Croatie. En semant le désordre par ces actions armées et terroristes, le but est de provoquer une intervention militaire, et, en invoquant la menace qui pèserait sur les Serbes de Croatie, d'abolir l'ordre démocratique qui vient d'être établi dans notre République. (...). Par ces actions, on veut détourner l'attention du Kosovo où sont violés les droits fondamentaux de l'Homme et de la nation albanaise. On abolit l'autonomie du Kosovo, et, en même temps, on exige l'autonomie pour les Serbes en Croatie, un statut sans précédent et dépourvu de toute justification historique».*

Dans le droit fil de ce chantage politique, certains exaltés font de la surenchère panserbe: tel député serbe de Croatie annonce la création (illégal) d'une milice armée, chargée de protéger (?) les agglomérations «serbes» de Dalmatie (dans lesquelles vivent de nombreux Croates), le tout aux accents de vieux

chants de guerre tchetniks, tandis que l'ineffable Vuk Draskovic préconise aux quatre vents le rétablissement de la Grande Serbie de Mihajlovic.⁵⁷ Face à ces gesticulations, derrière lesquelles se profilent les «grandes» ambitions du président serbe Milosevic, le gouvernement et les institutions croates ont su, jusqu'à maintenant, garder leur sang-froid, sûrs qu'ils sont de leur bon droit et de la parfaite légitimité de leur action. Dans la République qu'ils gouvernent, il y a un Parlement librement élu, qui compte d'ailleurs un nombre conséquent de députés serbes et qui possède seul le pouvoir de légiférer, et une loi qui est la même pour tous, sans considération de race ou de religion.⁵⁸ Dans ce cadre, qui est assez généralement celui des nations européennes et même celui de l'ensemble des pays civilisés, toutes les possibilités de dialogue et de négociation sont offertes à ceux qui le désirent, et notamment à la minorité serbe dont le gouvernement admet fort bien qu'elle puisse avoir des revendications spécifiques à formuler. C'est une politique de la main tendue qui exclut tout revanchisme, mais n'entend pas

57 «A terme, la seule solution, c'est la transformation de la Yougoslavie en trois Etats confédérés, la Slovénie, la Croatie et la Serbie rétablie dans ses frontières de 1918. A savoir l'actuelle Serbie, plus la Voïvodine, le Kossovo, le Monténégro et la Macédoine. Et puis il faudrait aussi y adjoindre les territoires de Bosnie-Herzégovine et de Croatie où les Serbes étaient majoritaires avant le début de la seconde guerre mondiale» — «L'évènement du Jeudi», 29 mars 1990.

58 Adoptée le 22 décembre 1990, la Constitution croate stipule que «Les citoyens de la République de Croatie jouissent de tous les droits et de toutes les libertés, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, de conviction politique, d'origine nationale ou sociale, de patrimoine, de naissance, d'éducation, de classe sociale ou autre. Ils sont tous égaux devant la loi» (article 14). Elle précise par ailleurs que: «Dans la République de Croatie, les membres de toutes les nationalités et minorités ont la liberté d'exprimer leur appartenance nationale, le libre usage de leur langue et de l'écriture, et l'autonomie culturelle». (article 15)

non plus laisser se perpétuer certains privilèges extravagants, ni tolérer les immixtions étrangères ou la subversion, et moins encore céder aux maîtres-chanteurs. Depuis le 7 mai 1990, la Croatie n'est plus une province de la Serbie. Ce n'est pas pour autant son ennemie, mais un partenaire majeur et souverain, et il serait grand temps que d'aucuns le comprennent, à Belgrade, mais aussi à Glina, Knin ou Daruvar.

La paix par l'Europe

Telle est la condition «sine qua non» de la réconciliation et de l'apaisement, grâce à laquelle Croates et Serbes peuvent démontrer au monde qu'il n'y a rien d'inéluctable à leur mortelle rivalité. L'heure n'est plus aux hégémonies arbitraires, mais à la coopération et au respect mutuel au sein de l'Europe réunie. C'est le cadre fraternel auquel aspirent toutes les nations; la Slovénie, la Croatie, mais aussi l'Albanie, la Macédoine et la Serbie, si elle le souhaite, y ont leur place, une place égale, car c'est probablement là que se résoudront le plus naturellement et le plus pacifiquement leurs différends, et que s'épanouiront au mieux leurs personnalités respectives.

Pour les Slovènes et les Croates, le choix est déjà fait, le reste appartient au peuple serbe, mais il faut bien avouer que l'affaire est fort mal engagée. En effet, confortés par leurs succès électoraux et par une certaine résignation de la communauté internationale, les dirigeants néo-staliniens de la République de Serbie s'enferment de plus en plus dans une logique égocentrique et belliciste dont tous les Balkans risquent de faire les frais. Au double langage et à la malhonnêteté des politiciens belgradois, s'ajoute maintenant la mégalomanie vindicative d'une caste

militaire qui s'emploie à «punir» la Croatie en y appliquant la politique de la terre brûlée. Foncièrement incapables, par nature et par idéologie, de s'adapter aux nouvelles règles démocratiques, et crispés sur leurs nostalgies autoritaires, ces gens ont décidé de quitter la scène sur un grand crime. Au mépris de toutes les traditions occidentales, ils ont donc choisi de mitrailler, de bombarder et d'incendier indistinctement tout ce qui est croate. Et pour ce faire, ils n'ont pas hésité à s'adjoindre toutes sortes de bandits et de psychopathes dont les forfaits atroces sont destinés à terroriser les populations croates et à les faire fuir.⁵⁹ Plus de 5.000 morts, des dizaines de milliers de blessés et 500.000 sans-abri: tel est le bilan provisoire de cet entêtement meurtrier, et telle est la conséquence inéluctable du panserbisme.

«Indigne de l'homme et indigne de l'Europe», comme l'a dit le Pape Jean Paul II, cette tragédie doit cesser au plus vite car elle est en passe d'anéantir pour toujours les espoirs d'une coexistence croato-serbe sans laquelle l'Europe serait à jamais infirme. Pour la Croatie, c'est maintenant une question de vie ou de mort. Quant à la Serbie, son peuple mérite certainement mieux que de finir le XXème siècle au ban des nations, par la faute d'une clique d'assassins.

59 A Borovo Selo, Struga, Kozibrod et Dalj, des atrocités ont été commises par les membres des soi-disant «milices» serbes: des prisonniers croates, civils et policiers, ont été torturés et mutilés de façon particulièrement barbare (oreilles et nez coupés, yeux crevés, etc...).

Bibliographie

- BROCHE François, «Alexandre Ier-Louis Barthou», Editions Baland, Paris 1977
- CUBRILOVIC Vaso, «L'expulsion des Arnauts», Belgrade 7 mars 1937
- DENIS E., «La Grande Serbie», Delagrave, Paris 1915
- DE VOS Marcel, «Histoire de la Yougoslavie», PUF, Paris 1968
- DRAGOUN Th., «Le dossier du cardinal Stepinac», NEL, Paris 1989
- DVORNIK Francis, «Les Slaves», Seuil, Paris 1970
- HADROVIC S Ladislas, «L'Eglise serbe sous la domination turque», PUF, Paris 1947
- KAMENAROVITCH C., «Un compte-rendu», Imprimerie Lang, Blanchong et Cie, Paris 1918
- LANDERCY M., «Le cardinal Stepinac, martyr des Droits de l'Homme», Apostolat des Editions, Paris 1981
- LONDRES Albert, «Les Comitadjis», Albin Michel, Paris 1932
- MANDIC Dominik, «Hrvati i Srbi, dva stara razlicita naroda», KHR, Munchen-Barcelona 1971
- MARKOVITCH Lazare, «Le désarmement et la politique de Belgrade», SGIE, Paris 1932
- ORLOVITCH Paul, «La Question de la Vieille Serbie», Hachette, Paris 1903
- PETKOVIC Jivko D., «Ce que fera la Serbie», Imprimerie et Librairie Makaire, Aix 1918
- PEZET Ernest, «Stepinac-Tito, contextes et éclairages de l'Affaire», NEL, Paris 1989
- POZZI Henri, «La guerre revient», Editions Paul Berger, Paris 1933
- «Résumé de mission au Kosovo (Yougoslavie) 24-30 mars 1990», Fédération Internationale des Droits de l'Homme, Paris 1990
- SKOPIANSKY M. D., «Les atrocités serbes», Librairie Centrale des Nationalités, Lausanne 1919
- SMODLAKA M., «Les revendications territoriales de la Yougoslavie», Imprimerie Lang, Blanchong et Cie, Paris 1919
- STOYANOVITCH Nikola, «La Serbie d'hier et de demain», Berger-Levrault, Paris-Nancy 1917
- «The Jugo-Slav Movement in Austria-Hungary during the war», Editions B. Grasset, Paris 1919
- YAKCHITCH G., «La Question Albanaise», Hachette, Paris 1932

T

S

O

M

62

- «Journal officiel de la République Française — Débats Parlementaires», année 1990, N12, Paris 21 avril 1990
- «La Corse», 31 juillet 1990
- «La Grande Revue», décembre 1928 («La question croate» par J. Laroque)
- «Le Crapouillot» (Histoire de la Guerre, vol. 1), Paris 1932
- «Les Cahiers de l'Histoire», No 101-1974
- «L'Evènement du jeudi», 29 mars 1990